ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 1312

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. François Sauvadet, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Sauvadet. Je dénonce, au nom de l'ensemble des députés du groupe UDI, les agissements inacceptables de ceux qui sont venus troubler les cérémonies du 11 novembre. Ils ne font pas honneur à ce que la nation a en partage, c'est-à-dire le respect dû à ceux qui ont payé de leur vie le combat pour la liberté. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP et sur quelques bancs du groupe SRC.)* Au nom de l'ensemble des députés du groupe UDI, j'adresse également un message de solidarité et d'amitié à Bernard Reynès et à ses adjoints, agressés hier alors qu'ils portaient l'écharpe tricolore.

De tels actes n'ont pas leur place dans notre République et j'affirme notre solidarité la plus totale dans le combat pour le respect des valeurs qui fondent notre nation. *(Mêmes mouvements.)*

Je m'adresserai aussi directement à vous, monsieur le Premier ministre, puisque vous vous êtes adressé à la représentation nationale en nous assignant dans ce combat le premier rôle. Vous-même portez une responsabilité primordiale ! Vous êtes le chef du Gouvernement, vous qui ne cessez d'attribuer depuis des mois la responsabilité de la situation que nous vivons à ceux qui vous ont précédé !

Plusieurs députés du groupe UMP. Eh oui !

M. François Sauvadet. Voilà dix-huit mois que vous êtes au pouvoir et, aujourd'hui, un sentiment d'incompréhension habite le peuple français et un sentiment de colère est en train de s'exprimer, faute tout simplement de savoir où vous emmenez la France. En effet, vos positions changent successivement pour colmater ce qui s'apparente à de véritables brèches. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.)* Vous avez entendu comme nous, monsieur le Premier ministre, l'appel des Bretons. Il ne s'agit pas simplement des bonnets rouges que vous évoquez, mais de la désespérance de gens quotidiennement confrontés à une grave crise.

Vous avez présenté un plan breton, après un plan lorrain, ainsi qu'un plan pour Marseille. Ce que je vous demande aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, c'est un plan pour la France ! *(Mêmes mouvements.)* Dès lors, vous ne pouvez pas continuer à invoquer sans cesse l'emploi tout en augmentant les taux de TVA comme vous vous apprêtez à le faire au 1erjanvier dans le bâtiment, alors même que chute l'activité. Les Français attendent que vous indiquiez un chemin clair ! *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances.* Non, monsieur le député François Sauvadet, il n'y a pas de changement de cap depuis dix-huit mois ! Il y a un cap et une stratégie. *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues ! Rien ne sert de crier !

M. Pierre Moscovici, *ministre .* Ils procèdent d'un diagnostic d'ailleurs formulé par la Cour des comptes, celui de la dégradation de la situation du pays en mai 2012. Je sais que cela vous incommode, mais il faut pourtant le rappeler : la dette publique de la France, en mai 2012, était supérieure de 600 milliards d'euros à celle de 2007, les déficits publics s'élevaient à 5,3 % du PIB, la compétitivité était en recul et la désindustrialisation marquée. *(Mêmes mouvements.)*

M. Sylvain Berrios. C'est de la récitation, ça !

M. Pierre Moscovici, *ministre.* Tout cela nous indique ce que nous avons à le faire : le redressement du pays. Certes, cela demande des efforts, en particulier pour redresser nos finances publiques, mais nous le faisons avec ténacité, car c'est indispensable. Les déficits s'élevaient à 5,3 % en mai 2012, à 4,8 % fin 2012 et 4,1 % fin 2013. Nous continuons à les réduire car cela est nécessaire, en particulier pour conserver une forte crédibilité. Nous poursuivons aussi le redressement de notre appareil productif, bataille indispensable pour la préservation des emplois, le redressement de notre industrie et le renforcement de notre compétitivité.

C'est pourquoi nous avons mis au point, il y a un an, le pacte pour la croissance et l'emploi, dont toutes les mesures se déploient. Telle est notre constance, monsieur le député François Sauvadet : le redressement par rapport à la dégradation de la situation de la France en 2012.

Les efforts paieront ! Après le redressement viendra le dépassement ! Nous sommes à l'heure des résultats en termes de croissance et d'emploi ! Tel est le combat de ce gouvernement ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. François Sauvadet
Circonscription : Côte-d'Or (4e circonscription) - Union des démocrates et indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1312
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Économie et finances
Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 13 novembre 2013
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 novembre 2013